

**Union européenne - Venezuela -
Déclaration de la Haute
représentante, au nom de l'Union
européenne, sur la situation au
Venezuela dans la perspective de
l'élection de l'assemblée
constituante - Communiqué de
presse du Conseil de l'Union
européenne**

(Bruxelles, 26 juillet 2017)

L'aggravation des tensions politiques et l'escalade de la violence auxquelles on assiste au Venezuela ont déjà causé la perte de trop nombreuses vies et fait un nombre incalculable de blessés lors des manifestations qui se déroulent quasi quotidiennement.

Il est grand temps de mettre un terme à ces violences. Les nombreuses informations faisant état de violations des droits de l'Homme, d'usage excessif de la force, de détentions massives et de recours à des tribunaux militaires pour juger des civils sont source de préoccupation. L'UE attend des autorités vénézuéliennes qu'elles respectent la Constitution et l'État de droit et veillent à ce que les libertés et les droits fondamentaux, y compris le droit de manifester pacifiquement, soient garantis.

Il est capital, pour préserver la confiance des citoyens vis-à-vis de l'État et du système judiciaire, de respecter l'Assemblée nationale en tant que pouvoir législatif légitime ainsi que l'indépendance de la procureure générale, qui devrait pouvoir exercer ses fonctions sans entraves et sans crainte d'intimidations ni de menaces.

Toutes les autorités publiques et tous les acteurs politiques doivent assumer leurs responsabilités. La population vénézuélienne, confrontée à de graves pénuries de denrées alimentaires et de médicaments, vit dans des conditions très difficiles. Il faut de toute urgence se mettre d'accord sur des solutions permettant d'atténuer ses souffrances.

La convocation d'une assemblée constituante est contestée au sein de la société vénézuélienne et risque par conséquent d'exacerber encore les clivages dans le pays et d'augmenter le risque de confrontation. De même qu'il a décidé d'assigner à résidence Leopoldo López qui était auparavant détenu, le gouvernement devrait envisager de prendre d'urgence des mesures de confiance avant le 30 juillet, afin d'apaiser les tensions et de favoriser la mise en place de conditions plus propices à la reprise des efforts en vue de trouver une solution pacifique négociée.

L'UE en appelle au gouvernement et à l'opposition pour qu'ils rétablissent des voies de

dialogue et reprennent des négociations politiques sérieuses, dans l'intérêt du pays tout entier.

Dans ce contexte, l'UE encourage et se tient prête à soutenir par tous les moyens la création d'un groupe régional de pays amis, accepté tant par le gouvernement que par l'opposition, pour aider les acteurs politiques vénézuéliens à rechercher une solution pacifique, démocratique et inclusive à la crise que traverse le pays. Dans cette optique, il ne saurait être fait abstraction des quatre conditions essentielles à tout bon accord: le respect de la séparation des pouvoirs, la libération des opposants politiques emprisonnés, la coopération extérieure visant à répondre aux besoins les plus pressants de la population et un calendrier clair des élections qui doivent se tenir en vertu de la Constitution, de manière à ce que la population vénézuélienne puisse exprimer sa volonté à l'occasion d'un scrutin libre, direct et universel.

L'UE réaffirme qu'elle est disposée à coopérer avec les autorités vénézuéliennes afin de prêter assistance à tous les citoyens européens présents au Venezuela et de veiller à leur protection et à leur sécurité./.